

DÉLIBÉRATIONS



Le 17 octobre 2025 à 14h35 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Étaient représentés :

Madame Zohra AMIMI ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,
Madame Mireille VACHE-PICAT ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

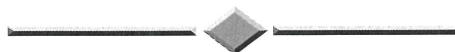
Étaient excusés :

Madame Béatrice BOCHET, Monsieur Jean DE BEIR

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 10 octobre 2025



DÉLIBÉRATIONS

2025/17102025/11
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
076-267600450-20251017-1710202570-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 23/10/2025
Publication : 23/10/2025
Pour l'autorité compétente par délégation



11 BUDGET PRIMITIF 2026 - RÉSIDENCES AUTONOMIE

MESDAMES, MESSIEURS,

Les Établissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (E.S.S.M.S.) gérés sous la nomenclature M22 par les C.C.A.S. doivent présenter le suivi de leurs dépenses et recettes dans un budget annexe distinct de celui du C.C.A.S.

L'article L.315-15 du Code de l'Action Sociale et des Familles prévoit que les E.S.S.M.S. doivent voter le budget de l'année par le conseil d'administration et le transmettre aux autorités tarifaires au plus tard le 31 octobre précédant l'exercice auquel il se rapporte.

Il est par conséquent proposé au Conseil d'Administration du C.C.A.S. d'examiner le projet de budget primitif pour l'exercice 2026 du budget des Résidences autonomie Bonvoisin, Trianon, Saint Filleul et Rose des Sables, regroupées toutes les quatre sous un même budget annexe.

Les chiffres comparatifs sont présentés par rapport au budget primitif 2025.

Fonctionnement : 3 163 693 € soit +25 708 €

Recettes :

Groupe 1 - Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 609 586 € soit -18 342 €

Ce chapitre comprend :

- La facturation des redevances aux résidents : 1,292 M€ (-4,34%, soit -58,7K€ par rapport au BP 2025),

Les taux d'occupation 2026 retenus pour la préparation du budget 2026 tiennent compte des taux constatés au 1^{er} semestre 2025 :

	Taux budgété au BP 2025	Taux constaté au 1 ^{er} sem.2025	Taux retenu au BP 2026	Evol. BP 25 / BP 26
BONVOISIN	95,70 %	96,60 %	97,00 %	+1,30 %
ST FILLEUL	88,10 %	85,00 %	84,75 %	- 3,35 %
TRIANON	93,90 %	97,00 %	97,00 %	+3,10 %
RDS	84,20 %	79,20 %	79,00 %	- 5,20 %

La diminution des taux d'occupation des résidences St Filleul et Rose des Sables pèse sur le taux global. Ces deux résidences, portées chacune par un bailleur social différent, présentent des problématiques de travaux. Les résidences Bonvoisin et Trianon sont propriété de la ville de Rouen.

La participation du Département de la Seine-Maritime à l'hébergement, à travers l'aide sociale : 115 K€ (+69 % soit +47 K€, dont 29,8 K€ provenant d'un rattrapage d'aide sociale 2024/2025). Cette évolution dénote qu'une proportion plus large de résidents admis est éligible à l'aide sociale.

- La participation de la Caisse d'Allocations Familiales au logement avec les aides A.P.L. : 202,3 K€ (-3,2 % soit -6,7 K€).

DÉLIBÉRATIONS

Les tarifs des redevances facturées aux résidents sont calculés selon l'I.R.L. (Indice de Revision des Loyers) du 2^{ème} trimestre 2025. Le projet de budget inclut par conséquent une augmentation de toutes les redevances de +1,04%, taux d'I.R.L. constaté sur cette période. Une délibération fixant les tarifs est présentée au Conseil d'Administration du C.C.A.S.

Groupe 2 - Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 1 476 107 € soit +35 267 €

Ce chapitre comprend :

- La subvention du budget principal du C.C.A.S. vers le budget des résidences : 851 K€, en progression de +49,1 K€ par rapport au BP 2025. Dans un contexte d'augmentation des dépenses contraintes et de diminution des taux d'occupation, la subvention du C.C.A.S. est la variable d'ajustement qui permet d'équilibrer l'activité.

Ci-dessous la répartition par Résidence :

Résidence	BP 2024	BP 2025	BP 2026	Evolution BP 25 / BP 26
Bonvoisin	105 658 €	76 605 €	85 811 €	13,50 %
St Filleul	178 628 €	159 136 €	183 375 €	15,23 %
Rose des Sables	313 440 €	442 214 €	453 333 €	2,51 %
Trianon	121 952 €	124 903 €	128 493 €	2,87 %
Total	719 678 €	801 858 €	837 012 €	4,38 %

- Les ventes de prestations, pour 431,2 K€ :
 - a. Vente de repas aux résidents : 411 K€ (-0,93 % soit -3,9 K€). La diminution de ces recettes est à mettre en lien avec les taux d'occupation.
 - b. Blanchissage de linges, location de chambre d'hôte et logement de fonction : 15,4 K€.
 - c. Participations des résidents aux sorties : 4,8 K€.
- Les aides du Département :
 - a. Forfait autonomie versé par le Département dans le cadre du C.P.O.M. (Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens) : 94,4 K€ (-4,4 K€) ;
 - b. Subvention pour le versement du Complément de Traitement Indiciaire (C.T.I.) : 44,3 K€.
- Dans le cadre du Ségur de la santé, prévoyant la généralisation du Dossier Usager Informatisé (D.U.I.) compatible avec Mon espace santé, à l'ensemble des acteurs du secteur social et médico-social, le C.C.A.S. doit acquérir les droits d'utilisation de nouveaux logiciels « Netsoins » (D.U.I.) et « Netfactu » au lieu et place de la solution actuelle Sonate. La location des droits d'utilisation de ces nouvelles solutions qui permettront la modernisation de la gestion du parcours de santé et de facturation aux résidents, est accompagnée par l'A.R.S. avec l'attribution au C.C.A.S. de Rouen d'une aide d'un montant 75,4 K€ qui sera versée de la façon suivante : 37 708 € en 2026 (soit 50 % de la subvention), le solde en 2027. Cette subvention couvre les dépenses de mise en œuvre (notamment, les formations) et de location des droits des deux solutions pour quatre ans.
- Participation des agents aux chèques déjeuners : 9,9 K€,

DÉLIBÉRATIONS

2025/17102025/11
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251017-1710202570-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/10/2025
Publication : 23/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



- Participation de Newrest aux fluides dans le cadre du marché de restauration, recettes de laverie, divers autres produits de gestion : 7,5 K€.

Groupe 3 - Chapitre 019 « Produits financiers et produits exceptionnels » : 78 000 € soit +8 783 €

- Recettes d'ordre correspondant aux amortissements des subventions d'équipement perçues sur les exercices antérieurs. Cette augmentation comprend l'amortissement prévisionnel des subventions pour petits équipements à percevoir sur l'exercice 2025.

Dépenses :

Groupe 1 - Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 942 871 € soit -33 680 €

Ce chapitre correspond à l'inscription des charges suivantes :

- Les énergies (eau, gaz, électricité) : 355,5 K€, soit -25,6 K€ par rapport au BP 2025 au regard du réalisé projeté pour 2025,
- Les achats de petits matériels, de fournitures : 27,7 K€ (stable) ;
- Téléassistance : 34,5 K€,
- Les autres services extérieurs :
 - Achat des repas auprès de la société Newrest : 472,1 K€ (-3,87 % soit -19 K€). Le tarif pris en compte dans ce budget est le tarif revalorisé en juillet 2025. Le volume de repas budgété varie selon le taux d'occupation. Le tarif de vente des repas sera revalorisé dès connaissance du taux directeur maximal, publié par décret en fin d'année civile pour l'année suivante.
 - Autres services : 37,8 K€ (stable) : télécommunications (20,8 K€), animations au sein des résidences (14 K€), divers frais de mission et honoraires (3 K€).

Groupe 2 - Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 200 855 € soit +33 166 €

Le budget du personnel prend en compte les évolutions suivantes :

- La création du Service Autonomie à Domicile (S.A.D.) et son ouverture à tout le territoire rouennais au 1^{er} janvier 2026 ont des conséquences dans l'organisation des résidences, qui concentraient jusqu'ici l'action des aides à domicile. Le budget des résidences 2026 reprendra certaines fractions d'E.T.P. qui étaient auparavant imputées au S.A.D. :
 - Responsables des résidences : 0,5 ETP,
 - Assistants administratifs : 0,2 ETP,
 - Agents polyvalents : 1,5 ETP.

Le coût prévisionnel pour le budget des résidences est évalué à +78,9 K€.

- Evolution du R.I.F.S.E.E.P. (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) pour tous les personnels du CCAS : +14K€,

DÉLIBÉRATIONS

Pour l'autorité compétente par délégation



- La refonte de l'organisation de l'animation, dorénavant portée par le budget principal du C.C.A.S. dans une approche globale d'animation en faveur des personnes âgées, résidents au sein des résidences autonomie et usagers de la Maison des Aînés a pour conséquence une diminution de 93 K€ des dépenses afférentes au budget des résidences.
- Glissement Vieillesse-Technicité (avancements d'échelons et de grades) : 11,1 K€,
- Augmentation du taux des charges C.N.R.A.C.L. au 1^{er} janvier 2026 de +3 % : 12 K€,
- Formations liées à la mise en place des logiciels Netsoins et Netfactu dans le cadre du D.U.I. (Dossier Usager Informatisé) : 10,2 K€.

Groupe 3 - Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 778 151 € soit +24 716 €

Les charges de structure comprennent :

- Les frais de redevances aux bailleurs sociaux : 423,9 K€ (soit -38 K€).
 - La redevance de la Résidence Rose des Sables versée à Habitat 76 est inscrite à hauteur de 369 K€ en 2026, soit -38 K€. Cette évolution positive reflète la baisse du taux du livret A en 2025. En effet, les emprunts contractés par Habitat 76 sont indexés sur son taux,
 - La résidence Saint-Filleul est en convention de sous-location avec Seminor pour une redevance annuelle de 54,9 K€ (stable).
- La maintenance des matériels et bâtiments : 177,4 K€ (+6,7 K€).
- Divers impôts et taxes (83,2 K€) : Pour les résidences Saint Filleul et Rose des Sables, les conventions de location prévoient le paiement de l'impôt foncier par le locataire, soit 50,1 K€ pour St Filleul et 5,2 K€ pour Rose des Sables (régime dérogatoire). Les autres impôts locaux sont les taxes sur les ordures ménagères pour les quatre résidences (25,5 K€) et les droits à régler à la S.A.C.E.M. lors de la diffusion d'œuvres musicales.
- Les assurances et la documentation pour 38,2 K€ (+9,4 K€ soit +32,8 %) : assurance statutaire, multirisques, et responsabilité civile.
- Les droits d'utilisation des logiciels Netsoins et Netfactu dans le cadre de la mise en place du D.U.I. (Dossier Usager Informatisé) : 28 K€. Ces frais sont couverts par la subvention de l'A.R.S. pour 4 ans. Au-delà, le C.C.A.S. devra financer seul l'utilisation de cette suite logicielle sur ses dépenses de fonctionnement.
- Les charges de gestion et les charges exceptionnelles : 24 K€, soit +16 K€. Il s'agit de divers remboursements à des résidents ou ayants-droits, dont l'exécution a été soutenue au cours de l'exercice 2025. La gestion de dossiers d'aide sociale plus nombreux impose souvent des opérations de régularisations qui sont imputées aux comptes 75 - diverses opérations de gestion.

Groupe 3 - Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 241 816 € soit +1 506 €

- Dotations aux amortissements des immobilisations.

DÉLIBÉRATIONS

2025/17102025/11
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251017-1710202570-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/10/2025
Publication : 23/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



Investissement : 256 316 € soit +1 506 €

Recettes :

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 16 500 € (stable)

Les dépôts de caution à l'arrivée des résidents sont comptabilisés dans ce chapitre. Au départ du résident, la caution est restituée selon l'état des lieux de sortie et devient une dépense d'investissement.

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 241 816 € soit +1 506 €

Amortissements du matériel immobilisé.

Dépenses :

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 78 000 € soit +8 783 €

L'augmentation des amortissements de subventions d'investissement reçues sur les exercices précédents est liée à plusieurs subventions pour petits équipements qui doivent être perçues par le C.C.A.S. en 2025.

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 37 421 € soit +3 000 €

- Remboursement des emprunts : 17,9K€. Les prêts aux Résidences Bonvoisin et Trianon ont été consentis à taux 0% et le montant du remboursement annuel est fixe.
- Remboursement des cautions des résidents à la sortie : 19,5 K€ (+3 K€).

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 10 000 € soit -25 000 €

Positionnement de crédits provisionnels au chapitre 20.

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 132 895 € soit +14 723 €

Les investissements prévus au titre de l'exercice 2026 sont les suivants :

- Travaux et aménagement pour 67,6 K€ : réfections diverses, accès P.M.R., raccordement à la fibre, diverses installations,
A noter, le C.C.A.S. n'est pas propriétaire de ses résidences et n'a pas la charge des travaux lourds à effectuer sur le bâti. Pour les résidences en gestion avec un bailleur social, les travaux lourds sont pris notamment en charge par le bailleur via la P.C.R.C. (Provision pour Couverture du Renouvellement des Composants), ou par la Ville pour les résidences appartenant à la Ville,
- Matériel de bureau et informatique : 7,8 K€ : achat de matériels informatiques,
- Mobilier : 16,5 K€ : fauteuils, mobiliers, armoires,
- Divers : 41 K€ : achat de matériels de cuisine, de blanchisserie.

Ledit budget primitif est annexé à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles R.123-20 et L.315-15,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

DÉLIBÉRATIONS

2025/17102025/11

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251017-1710202570-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/10/2025

Publication : 23/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



CONSIDÉRANT le budget primitif 2026 présenté ci-dessus,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte le budget primitif du budget des Résidences autonomie pour l'exercice 2026, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 3 163 693 €.

Recettes :

Groupe 1 - Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 609 586 €

Groupe 2 - Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 1 476 107 €

Groupe 3 - Chapitre 019 « Produits financiers et produits exceptionnels » : 78 000 €

Dépenses :

Groupe 1 - Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 942 871 €

Groupe 2 - Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 200 855 €

Groupe 3 - Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 778 151 €

Groupe 3 - Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 241 816 €

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 258 316 €.

Recettes :

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 16 500 €

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 241 816 €

Dépenses :

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 78 000 €

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 37 421 €

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 10 000 €

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 132 895 €

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Marie DESBORDES
Vice-Présidente Déléguée du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Vice-Présidente Déléguée du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.